

### Le tableau de synthèse des principaux engagements hors bilan au 31 décembre 2014 (en Md€)

Engagements donnés (en Md€)	Note	2014	2013	2012
<b>Engagements pris dans le cadre d'accords bien définis</b>	<b>32</b>			
<b>Dettes garanties par l'État</b>		194	203	163
<b>Garanties liées à des missions d'intérêt général</b>				
Mécanismes d'assurance				
Engagement au titre de l'assurance-crédit Coface	85	81	82	
Garantie du risque exportateur Coface	2	2	2	
Engagement au titre de la procédure de stabilisation de taux d'intérêts (Natixis)	10	10	9	
Engagement au titre des contrats de couverture (Natixis)	9	8	6	
Garantie accordée à la CFDI	1	1	0	
Garanties de protection des épargnants				
Livrets d'épargne réglementés	412	416	394	
<b>Garanties de passif</b>				
Engagements vis-à-vis des banques multilatérales de développement (capital callable)	55	53	51	
Engagement au titre de la quote-part française au capital callable du MES	126	126	126	
<b>Engagements financiers de l'État</b>				
Contrats de cofinancement	17	17	18	
dont : Contrats pluriannuels AFITF	7	8	8	
ESA (ASE)	5	2	3	
Contrat de projet État-Région (CPER)	3	3	2	
Aides au développement				
Prêts à des États étrangers - Réserve pays émergents	2	2	2	
Valeur nominale des instruments financiers à terme	8	10	13	
Autres engagements financiers				
Engagements budgétaires relatifs à des opérations pour lesquelles le service fait n'est pas intervenu	88	93	92	
Engagements de prêts donnés par l'État au FMI et non tirés par celui-ci	51	50	50	
Engagements liés à la rétrocession des intérêts sur les titres obligataires grecs	2	2	1	
<b>Engagements découlant de la mission de régulateur économique et social de l'État</b>	<b>33</b>	492	371	459
<b>Subventions aux régimes de retraite et subventions d'équilibre aux régimes spéciaux</b>	<b>274</b>	203	296	
dont : SNCF	137	102	166	
RATP	54	36	49	
ENIM	53	38	50	
CANSSM	26	25	28	
SEITA	3	3	3	
<b>Aides au logement (APL et ALS) - Contribution de l'État au financement du FNAL</b>	<b>164</b>	109	106	
<b>Allocation aux adultes handicapés (AAH)</b>	<b>18</b>	21	23	
<b>Allocation de solidarité spécifique (ASS) et Allocation équivalent retraite (AER)</b>	<b>6</b>	4	1	
<b>Garantie de ressources des travailleurs handicapés (GRTH)</b>	<b>3</b>	3	4	
<b>Insertion dans l'emploi au moyen de contrats aidés (Emplois d'avenir, CUI, CIE, CAE)</b>	<b>2</b>	2	1	
<b>Allocation supplémentaire d'invalidité (ASI)</b>	<b>2</b>	3	3	
<b>Aides à la pierre</b>	<b>2</b>	2	3	
<b>Réseau ferré de France (RFF)</b>	<b>2</b>	2	2	
<b>Bourses d'enseignement</b>	<b>2</b>	2	2	
dont : Bourses sur critères sociaux	1	1	1	
<b>Revenu de solidarité active (RSA)</b>	<b>2</b>	4	3	
<b>Fonds de compétitivité des entreprises (FCE)</b>	<b>1</b>	1	1	
<b>Amélioration de l'accès à la qualification</b>	<b>1</b>	1	1	
<b>Actions d'assistance éducative et d'inclusion scolaire</b>	<b>1</b>	1	1	
<b>Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)</b>	<b>1</b>	1	1	

Source : compte général de l'État

### Le tableau de synthèse des principaux engagements hors bilan au 31 décembre 2014 (suite)

Mise en jeu de la responsabilité de l'État - Obligations reconnues par l'État	34			
<b>Engagements de retraite et assimilés de l'État</b>	<b>35</b>			
Fonctionnaires civils de l'État et militaires		1 561	1 302	1 498
Fonctionnaires de la Poste		128	110	129
FSPOEIE		39	35	39
Neutralisation financière de l'acte II de la décentralisation		16	13	13
Retraites d'Alsace-Lorraine et autres régimes spécifiques		9	8	8
<b>Autres informations</b>	<b>36</b>			
Engagements donnés sur les opérations menées en partenariat (PPP)		15	10	14
CSPE		5	5	5
<b>Dispositifs fiscaux</b>				
Déficits reportables en avant - Impôt sur les sociétés		63	55	51
Déficits reportables en avant - Impôt sur le revenu		2	2	2
Plus-value en report et sursis d'imposition		13	12	11
Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)		3	-	-

\* Seuls les montants supérieurs à 1 Md€ sont ici recensés

Engagements reçus (en Md€)	Note	2014	2013	2012
<b>Engagements reçus dans le cadre d'accords bien définis</b>	<b>32</b>			
<b>Instruments financiers à terme</b>				
Lignes de trésorerie mobilisables par l'AFT		8	8	11
Achats à terme de devises négociés par l'AFT		1	2	1
<b>Autres engagements financiers</b>				
Engagements reçus de la Banque de France dans le cadre de la rétrocession des intérêts sur les titres obligataires grecs		1	2	1
<b>Autres informations</b>	<b>36</b>			
<b>Engagements reçus sur les opérations menées en partenariat (PPP)</b>				
<b>Garanties de l'État destinées à sécuriser les créances fiscales</b>				
dont : Impositions sans rôle		1	-	-
Droits d'enregistrement et taxes de publicité foncière bénéficiant d'un régime de paiement spécifique		5	4	4

Source : compte général de l'État